
Les fruits de la paix ou du désespoir ?

Ofer Bronstein

Ofer Bronstein est président du Centre international pour la paix dont le siège est à Tel Aviv. Quelques jours après les attentats qui ont eu lieu à Jérusalem et à Tel Aviv (les 3 et 4 mars 1996), il donne son point de vue sur la situation politique. L'entretien s'est déroulé à l'intérieur du centre Dizengoff en face duquel une des bombes a explosé.

— *Comment réagissez-vous à ces deux attentats meurtriers?*

On se retrouve ici, dans ce centre Dizengoff, où vous pouvez voir autour de nous que les magasins n'ont pas encore repris leurs activités; tout est cassé, tout est brisé; dans ce centre qui est le plus important du pays, à 10 heures du matin, il y a habituellement beaucoup de mouvement, et là il est désert. La semaine qui vient de s'écouler a été, sur le plan émotionnel pour les Israéliens, une des plus fortes de ces dernières années. Je ne peux pas remonter plus loin dans le passé parce que je ne sais pas comment les premières guerres ont été ressenties, mais il est certain que ces moments ont été très éprouvants pour tout le monde ici. Il faut comprendre que Dizengoff est un lieu très familier pour beaucoup de gens. Il n'y a pas une personne qui vive à Tel Aviv ou qui passe par Tel Aviv qui ne vienne pas à Dizengoff au moins une fois par semaine on toutes les deux semaines. Cet attentat signifie donc que ce n'est pas une guerre contre l'Etat d'Israël, mais bien contre chaque Israélien pris individuellement. J'ai été d'ailleurs très surpris de voir les réactions des

Eté 1996

gens. A d'autres périodes d'attentats terroristes, les émotions s'exprimaient un peu partout de manière beaucoup plus visible. Cette fois, sans doute en raison de l'ampleur des dégâts et de la fureur animale de ces attentats, beaucoup d'Israéliens se sont refermés sur eux-mêmes comme envahis par une extrême tristesse. On remet beaucoup de choses en question ces derniers temps en Israël. Cela s'explique aussi par le fait qu'il y ait en, en quelques jours, deux séries d'attentats en plein centre des deux villes les plus importantes, dans une période supposée être une période d'apaisement puisque nous sommes engagés dans un processus de paix... Je ne sais pas très bien comment l'expliquer, mais je sais que c'est devenu quelque chose de très personnel. Ce n'est ni politique ni idéologique; ce n'est pas une guerre pour la survie de l'Etat, mais plutôt une guerre de survie personnelle.

Pour moi, c'est vraiment une chose personnelle. L'école de mon fils est à 20 mètres d'ici, la maison de mes parents à 50 mètres, juste de l'autre côté de l'immeuble; à 4 heures de l'après-midi, ma femme devrait se trouver à peu près à ce carrefour pour chercher mon fils... Vous pouvez être un militant de la paix, mais quand cela vous touche si directement vous vous posez des questions... Non pas des questions politiques sur le processus de paix car là mes convictions n'ont pas tellement changé, mais plutôt des interrogations plus existentielles, plus intimes; désormais, puisque cela peut arriver n'importe où et à n'importe quel moment, je vais vivre ma vie tout-à-fait différemment; par exemple, ce matin, je m'occupe de mes gosses alors qu'ils étaient censés être tous les deux à l'école; je n'avais pas envie qu'ils y aillent ce matin, alors je les ai déposés chez ma mère et, tout à l'heure, je vais les rejoindre car j'ai envie d'être davantage avec eux. Je n'avais pas fait cela depuis très longtemps.

— Sur le plan politique, qu'attendez de la conférence de Sharm-el-Sheikh (du 13 mars 1996) présentée comme un sommet contre le terrorisme?

Ce sommet me paraît très important d'abord parce que, pour la première fois, il permet à Israël de s'intégrer complètement au niveau régional sur la question vitale de la sécurité et, ensuite, parce que désormais il y aura une ligne clairement tracée entre les pays qui sont pour la paix et ceux qui sont pour le terrorisme. Certains pays dans la région vont devoir faire des choix importants, et j'espère qu'ils feront le bon choix. Je pense à la Syrie, à la Libye, et aussi à certains pays du Golfe, qui pratiquent un double langage. Ainsi, par exemple, l'Arabie saoudite, un des pays les plus riches de la région, qui fut le principal protégé de la coalition occidentale pendant la guerre du Golfe, est quand même encore aujourd'hui un des bailleurs de fonds les plus importants du terrorisme international. L'Arabie saoudite aussi devra faire un choix. Ces choix ne sont pas faciles, car il ne s'agit pas seulement de mettre en place des mesures de sécurité. Ce qui est en question, c'est toute la manière dont ces sociétés doivent assumer leur islamisme et leur citoyenneté. On ne peut vraiment combattre le terrorisme que par la construction d'une démocratie; non pas une démocratie à

l'occidentale, mais un système spécifique que les pays de la région, pour des raisons culturelles, démographiques et économiques, peuvent assumer.

La question que doit se poser l'Israélien, le Syrien, le Libanais, le Saoudien, l'Egyptien, est de savoir dans quelle société il veut vivre. Est-ce une société où la valeur de l'être humain est considérée comme essentielle ou au contraire méprisée? C'est la seule voie possible, parce que se contenter d'amener même cent mille soldats ici, dans ce centre de Dizeugoff, n'empêchera pas une bête humaine de rentrer et de se faire sauter.

— Avant 1993, quand on parlait de ces questions, on opposait les Palestiniens aux Israéliens. Bloc contre bloc. Aujourd'hui, la situation est complètement différente: les deux sociétés, dans leur immense majorité, condamnent le terrorisme et Yasser Arafat participe à un sommet international anti-terroriste à Sharm-el-Sheikh à côté de Shimon Pérès et de Bill Clinton... Cette différence radicale est-elle pleinement perçue en Israël ?

Oui et vous avez raison. C'est pourquoi les décisions qui vont être prises maintenant sont très importantes.

Ce qui fait venir les responsables de tant de pays à ce sommet, et pas seulement ceux de la région, c'est le fait qu'ils ont compris que ce qui est en question ce sont les valeurs que représentent les démocraties. Une attaque-suicide à Alger ou à Beyrouth constitue une négation de la modernité occidentale. Dans ces conditions, la question est de savoir si l'Occident va investir les moyens nécessaires — notamment financiers — pour changer les réalités économiques des pays de la région et pour sauvegarder — encore une fois à moyen terme — les intérêts de l'Europe et l'Amérique du Nord. Si un tel rassemblement de dirigeants politiques sur un tel sujet a pu se faire, c'est parce qu'il y a ces enjeux fondamentaux. Il n'est donc pas seulement une manifestation de soutien au gouvernement de Shimon Pérès dans la perspective des élections du 29 mai. Il constitue une prise de position en faveur de tout gouvernement qui s'engage pour la paix; celui-là ou un autre.

— Dans quelle mesure ces attentats vont-ils peser sur les élections du 29 mai?

Si l'émotion est plus forte que la raison, la droite va l'emporter. Si on se place d'un point de vue rationnel, la droite israélienne n'a pas vraiment de projet à proposer qui s'oppose à ce que fait aujourd'hui le gouvernement de Shimon Pérès. C'est donc à ce dernier qu'il revient d'expliquer ses choix stratégiques aux Israéliens avec tout l'arrière plan économique qui est aussi une question essentielle. Mais il est vrai qu'actuellement, parce que l'émotion domine, les Israéliens ne peuvent pas entendre un discours rationnel de ce type... Et si le Hamas frappait encore d'ici les élections israéliennes, cela aurait un impact terrible. Cela

Eté 1996

dit il n'est pas évident que leur choix soit en faveur de la droite car, encore une fois, elle n'a pas d'alternative sérieuse à proposer. Et la population en Israël le sait. S'il existe aujourd'hui un homme politique dans ce pays qui a une solution pour barrer la route à ces fanatiques qui se transforment en bombe humaine, et s'il ne s'est pas fait connaître, c'est un criminel. La droite israélienne n'a pas de remèdes contre de tels actes. Il est faux de prétendre, comme le fait la droite, que c'est le processus de paix qui a enclenché ces attentats. Et d'ailleurs ce type de terrorisme existe ailleurs: en Algérie, au Liban, aux Etats-Unis...

Un processus comme celui qui vient d'être engagé demande du temps, beaucoup de temps. D'autant plus que, pour le moment, il ne concerne que les dirigeants. La paix entre les peuples est encore à construire. Pour le moment il n'y pas encore de rencontres ni d'échanges importants entre les deux sociétés. La réalité n'a pas changé; ni à Gaza, ni pour beaucoup d'Israéliens qui vivent en dessous du seuil de pauvreté. Il y a encore beaucoup de méfiance, voire même de racisme de part et d'autre. Les sociétés civiles n'ont pas encore commencé leur processus de paix. Tant qu'elles ne l'auront pas amorcé, il n'y aura pas de paix.

— Je reviens de Gaza. J'ai le sentiment que la situation sur de nombreux plans est pire qu'avant: la misère est visible un peu partout, le chômage est considérable et les gens là-bas ne peuvent plus sortir ni pour aller en Israël, ni pour aller en Egypte, ni même pour aller en mer puisque la marine israélienne les en empêche... Une telle situation d'enfermement dans la misère est lourde de dangers.

Vous touchez là le fond du problème. Je suis content d'ailleurs que les leaders politiques venus du monde entier qui participent au sommet de Sharm-el-Sheikh parlent aussi de questions économiques. Il est essentiel qu'au moment où on cherche à s'entendre sur les moyens de lutte contre le terrorisme, on ajoute aussi les aspects économiques. Cette lutte comprend, en effet, plusieurs volets: un volet proprement sécuritaire par la coordination des moyens de renseignements et de répression, un volet économique, car il est évident que les graves difficultés économiques en Egypte, à Amman ou à Gaza sont pour une très large part responsables de la montée du fondamentalisme dans cette région; mais aussi un volet culturel et politique. On doit donc travailler à la fois dans ces quatre domaines; les démarches doivent être accomplies de manière parallèle car elles sont étroitement liées.

Tant que les gens ne verront pas leur réalité quotidienne changer de manière tangible, ils ne seront pas dans le camp de la paix. C'est une question fondamentale. Si la communauté internationale ne fait pas beaucoup plus d'efforts, beaucoup plus rapidement, pour changer la réalité économique et sociale de la région, on ne verra pas les fruits de la paix mais bien ceux du désespoir. C'est l'intérêt de la région mais aussi celui de la communauté internationale.

Je voudrais dire cependant à mes amis palestiniens que s'il est vrai que les choses n'ont guère bougé, sur le plan économique, depuis deux ans, il s'est tout de même passé quelque chose de fondamental: pour la première

fois, dans l'histoire du peuple palestinien, un parlement et un président ont été élus de manière démocratique. Pour la première fois aussi, 80% de la population et 80% des territoires ne sont plus soumis à une occupation étrangère: qu'elle soit ottomane, britannique, jordanienne ou israélienne, comme cela a été le cas depuis plus de cinquante ans.

— *Vous dites 80% des territoires mais cela est, pour le moment au moins inexact. Actuellement, le pourcentage de territoires autonomes est beaucoup plus modeste. L'essentiel de la superficie des territoires demeure sous le contrôle d'Israël et une bonne partie a même fait l'objet d'un processus d'appropriation par les colonies qui se sont considérablement étendues et consolidées depuis plus de vingt ans... Peut-on vraiment parler de paix de manière crédible lorsqu'on connaît la réalité de ce formidable processus d'appropriation de la terre qui continue de plus belle depuis deux ans?*

Il y a quelque temps encore, je pensais aussi que ce problème de la terre était fondamental; aujourd'hui, j'ai changé d'avis. Actuellement, ce qui est vraiment essentiel est le problème de la qualité de la vie. Dans quinze ans, c'est-à-dire demain, la population (israélienne et palestinienne) installée entre le Jourdain et la mer va doubler. Nous allons être quinze millions d'habitants. A ce moment, ce n'est pas le problème territorial qui sera fondamental mais bien la question de savoir comment on va permettre à toute cette population de travailler, d'être éduquée, d'être soignée. Voilà, je crois ce qui est, à terme, l'essentiel.

Actuellement, on a tendance à mettre à l'ordre du jour des faux problèmes— politiques, culturels ou symboliques. Par exemple, il faudrait tout de suite parler de la question de Jérusalem. C'est vrai que cette question se pose et qu'il faut la résoudre, mais ce n'est pas ma priorité aujourd'hui. Pour l'instant, ce mariage entre les Israéliens et les Palestiniens est un mariage arrangé par les parents. Les parents ont décidé qu'ils devaient se marier mais les enfants ne se sont pas encore rencontrés. Je crois qu'on résoudra le problème de Jérusalem, comme celui des territoires, quand les peuples, les individus vont eux-mêmes prendre les choses en main.

La paix n'a pas été faite par les peuples mais par leurs dirigeants. Quand le niveau de vie va changer, quand il y aura beaucoup plus de projets entre les Israéliens et les Palestiniens, quand ces deux sociétés vont elles-mêmes profondément opter pour cette réconciliation, alors tous les autres problèmes seront mineurs. Aussi bien ceux concernant Jérusalem, les colonies ou les territoires...

— *C'est vrai que la territorialité d'une manière générale doit être posée en termes nouveaux, mais ma question porte aussi sur le vécu quotidien des Palestiniens qui ont le sentiment qu'on leur vole leur espace et que celui sur lequel ils peuvent vivre est complètement encerclé par les implantations et les infrastructures israéliennes construites sans discontinuer dans les territoires.*

Eté 1996

Si vous posez le problème de cette façon, c'est différent. On touche en effet à de vraies questions: Israël devient un "pays-ville"; les kibboutz disparaissent et ce sont les mégalo-poles comme Tel Aviv, Jérusalem ou Haïfa qui envahissent tout l'espace. Je suis tout-à-fait d'accord que, sur le plan territorial, c'est le problème qu'il faut résoudre. C'est celui de la qualité de la vie. Mais il est également vrai que les Palestiniens doivent aussi pouvoir utiliser l'espace. Ramallah doit donc pouvoir devenir, à son tour, une mégalo-pole. Il faut que Jéricho s'agrandisse. Que Naplouse ait une ampleur digne du rôle qu'elle est appelée à jouer. Que Gaza soit reconstruite... Mais tout ceci pose, une fois encore, le problème de la qualité de la vie. Ma priorité, c'est comment résoudre les difficultés de Gaza, comment construire à Ramallah, comment vraiment créer un Etat palestinien, un Etat qui apporte des solutions aux problèmes que je viens d'évoquer. En Europe, finalement, quel est le plus important: que chaque nation garde son identité ou bien que soient trouvées de véritables solutions au chômage et aux difficultés économiques?

— Comment voyez-vous le problème des réfugiés palestiniens dont on parle si peu?

A mon avis, c'est le problème le plus important. Il sera à l'ordre du jour des négociations qui devraient commencer bientôt pour s'achever au plus tard en 1999. Mais, encore une fois, on ne pourra s'y attaquer que lorsque les choses auront vraiment changé sur le plan économique, social et politique; quand, par exemple, de véritables infrastructures seront installées dans les territoires palestiniens pour ceux qui y vivent aujourd'hui et donc aussi pour les 500 000 ou 600 000 réfugiés qui y reviendront.

Par contre, il est évident que les réfugiés de 1948 ne pourront pas aller en Israël. La maison que tel ou tel réfugié pouvait avoir à Jaffa ou ailleurs ne lui sera pas rendue. Il est évidemment exclu de poser le problème en ces termes. La question aujourd'hui est de savoir comment le dédommager pour lui permettre d'avoir une vie décente. Il ne retrouvera certainement pas la maison qu'il a quittée, mais il pourra en avoir une autre.

Nous saurons d'autant mieux apporter des réponses à ces problèmes que nous aurons été capables de donner une véritable impulsion économique à toute notre région.

*Entretien conduit
à Tel Aviv par
Jean-Paul Chagnollaud*